

La métropole prend son souffle

La conférence métropolitaine, hier au Pharo, a donné du sens et de la chair à une loi qui souffrait d'abstraction

Deux jours après avoir été rassurés sur leurs futures prérogatives par Manuel Valls, les maires opposés à la loi sur la métropole Aix-Marseille avaient choisi de boycotter une nouvelle fois, hier, la conférence métropolitaine faisant état de l'avancée des projets. Ils avaient adopté la même posture il y a deux ans, venant manifester devant les grilles du parc Chanot contre ce qui n'était encore qu'un concept. Rebelote fin 2013, alors que le projet pouvait encore prêter à confusion.

Leur absence au palais du Pharo, hier, est plus difficilement compréhensible. Alors que le gouvernement leur a ouvert des possibilités d'amendement lors de l'examen parlementaire qui débutera la semaine prochaine au Sénat, rien ne les empêchait de se pencher sur le fond. *"La loi est votée, rappelle la ministre de la Décentralisation Marylise Lebranchu. On a ouvert la possibilité de l'ajuster, pas de la détruire, ce qui serait contraire aux fondements de notre démocratie. Elle doit s'appliquer et elle s'appliquera progressivement à partir du 1^{er} janvier 2016."*

Une assurance relayée par le sénateur-maire UMP de Marseille Jean-Claude Gaudin et le président PS de la Région Michel Vauzelle *"Ce projet était difficile et nécessaire"*, résume ce dernier. Peu avant lui, l'intervention de Pablo Otaola a permis de mieux cerner les enthousiasmes. Cet urbaniste, responsable du grand projet de Bilbao, au pays basque espagnol, a expliqué comment son territoire sinistré à la fin des années 80 est devenu un modèle de développement. *"Il y a la vitrine*

"Ce serait dommage de déchirer le papier du cadeau de Noël."

du musée Guggenheim. Mais le plus important, c'est le travail de transformation de notre vallée industrielle en métropole. Nous avons regroupé les décideurs politiques de la Province avec, pour vision commune, de faire de la rivière qui traverse la ville un territoire dédié au tertiaire et au numérique."

Les transports en commun, notamment le métro, ont été le point de départ. *"Au début, reprend Pablo Otaola, le taux de chômage dans notre Province était largement supérieur à la moyenne nationale. Il est bien en dessous, désormais". Un conte de fées?*

En présentant leurs projets concrets sur les transports, le logement, l'aménagement des zones péri-urbaines et les technopoles, hier, les aménageurs de la mission métropole n'ont pas tenté de le reproduire. Mais ils ont dévoilé des solutions pour sortir le département de ses tromboles routières, de ses asphyxies économiques, de ses lourds déséquilibres sociaux.

"Ce projet répond aux urgences et montre que ce territoire a de l'avance, note Marylise Lebranchu. L'Etat s'engage à garantir les ressources financières sur les projets. C'est son cadeau de Noël. Ce serait dommage de déchirer le papier", sourit-elle. Certaine, manifestement, que même les opposants les plus dubitatifs rejoindront ce que Laure-Agnès Caradec, adjointe de Jean-Claude Gaudin, appelle "le sens de l'histoire."

François TONNEAU



Marylise Lebranchu et Jean-Claude Gaudin rient des bons mots de Michel Vauzelle à la tribune de la conférence métropolitaine qui se tenait hier au palais du Pharo.

/PHOTO NICOLAS VALLAURI

L'ÉCLAIRAGE

Jean-Claude Gaudin, l'avocat retrouvé

Il s'était fait volontairement discret des dernières semaines, travaillant ses amendements en souplesse au Sénat et laissant les maires du département exprimer leur mécontentement le plus bruyamment possible. Jean-Claude Gaudin est un partisan de la métropole de la première heure. Il lui avait fallu quelques mois pour nuancer son enthousiasme, le résumant peu à peu en une paraphrase olympique : *"le gouvernement va trop vite, trop loin, trop fort avec la métropole"*. Les élections sénatoriales approchant, le sénateur-maire UMP de Marseille à progressivement insisté sur ce mode auprès des grands électeurs, se faisant avocat des communes.

Tout en contribuant à faire voter la loi rapidement à la Haute assemblée. Un exercice subtil que les élus locaux n'ont pas apprécié, ne lui offrant que trois sièges là où il en attendait quatre et donnant leur préférence à La Force du 13 de Jean-Noël Guéri-

ni, clairement opposé à la loi. *"J'ai payé mon intérêt pour la métropole. Je n'ai pas l'intention de payer deux fois"*, a-t-il lâché hier à la tribune. Libéré des contingences électorales personnelles, mais décidé à bénéficier de la métropole, Jean-Claude Gaudin a donc retrouvé son discours d'origine. *"Il est temps de passer aux actes, foncez!"* a-t-il lancé à Marylise Lebranchu au terme d'une plaidoirie incluant toutefois quelques ajustements techniques.

Et au cours de laquelle il a réglé quelques comptes avec ceux qui l'ont fait trébucher. *"J'entends dire, la métropole, c'est la fin des libertés communales. Mais que sont-elles quand la plupart des maires sont dépendants des finances de collectivités où ils ne siègent même pas?"* Un pavé politique dans la mare des élections départementales de mars 2015, où l'UMP a une réelle chance de faire basculer le Conseil général. On ne se refait pas.

F.T.

Et le Département ?

L'état d'avancement de la métropole donne des ailes à certains députés. Ainsi le socialiste Patrick Mennucci et l'écologiste François-Michel Lambert qui, lors de l'examen de la loi territoriale au printemps à l'Assemblée nationale, comptent déposer un amendement visant à fusionner la métropole et le Département. *"Ce serait la logique des choses, note Patrick Mennucci. Même s'il faudra du temps pour le faire."* Le modèle existe en tout cas à Lyon, où le maire et président de l'agglomération, le socialiste Gérard Collomb et le président UDI du Conseil général du Rhône Michel Mercier ont décidé de fusionner la métropole, dont l'acte de naissance officiel est pour janvier 2015, et une grande partie du Département. Une concorde politique exemplaire qui semble un mirage dans les Bouches-du-Rhône. La droite n'est toutefois pas insensible à l'idée. Le député UMP marseillais Dominique Tian rappelle qu'il avait déposé un amendement en ce sens il y a un peu plus d'un an, avant que la Loi sur la métropole Aix-Marseille soit votée. *"Il n'avait pas abouti, mais l'idée est intéressante."* Elle pourra s'insérer dans le débat des élections départementales prévues en mars 2015. F.T.